

# 1

---

## Introduction

Bernard Lututala Mumpasi, Tukumbi Lumumba-Kasongo,  
Joseph Gahama

La sous-région des Grands-Lacs connaît ces dernières décennies des crises multiformes : conflits inter-ethniques, guerres, violences post-électorales, rébellions, etc. Ces crises entretiennent une insécurité quasi permanente dans la sous-région. On peut citer entre autres le génocide du Rwanda en 1994 ; l'assassinat de trois chefs d'Etat (Habyarimana du Rwanda, Ntaryamina du Burundi, Kabila de la RD Congo) ; la guerre dite de libération (1996-1997) puis celle dite d'agression (1997-2001) en RD Congo ; des rébellions qui continuent à semer la désolation en RD Congo et en République Centrafricaine ; des troubles post-électorales au Burundi, etc. Des bandes armées issues des pays voisins déstabilisent certains pays, c'est le cas notamment de l'Armée de Résistance du Seigneur de Joseph Nkuni (de l'Ouganda), des FDLR (du Rwanda), et même de plus en plus des Mbororo (du Soudan) qui opèrent en RD Congo. Les foyers de tension se déplacent ou se réactivent et leurs acteurs changent constamment.

Les conséquences relatives aux drames occasionnés par cette situation sont connues par tous : de milliers de morts, de millions de personnes déplacées, de milliers de femmes violées, des populations traumatisées et vivant dans la psychose de l'insécurité, ce qui ne leur permet pas de s'adonner aux activités économiques et agricoles. Ce contexte favorise la fragilisation des Etats, l'instauration des régimes autocratiques, le pillage des ressources, l'appauvrissement de la population, la non-intégration régionale, voire les risques de balkanisation de certains pays. Il explique par ailleurs le fait que les pays de la sous-région soient devenus les plus pauvres du monde, en dépit des ressources naturelles dont ils regorgent.

Plusieurs initiatives ont été prises au niveau mondial et africain pour mettre fin à cette situation : missions de maintien de la paix dans ces pays par les Nations Unies<sup>1</sup>, de multiples résolutions de la CIRGL<sup>2</sup> pour « éteindre le feu » par-ci par-là où se

déclenchent les foyers de tension, une certaine volonté par les pays eux-mêmes de prendre les mesures qui favorisent la paix. De nombreux accords ont été signés entre les belligérants dans le même but. Et dans leur déclaration de Dar-es-Salam (2006), les pays de la CIRGL avaient proclamé « leur détermination collective à faire de la Région des Grands-Lacs un espace de paix et de sécurité durable pour les Etats et les peuples, de stabilité politique et social, de croissance et de développement partagés, un espace de coopération fondé sur des stratégies et politiques de convergence dans le cadre d'un destin commun qu'ils sont déterminés à réaliser, selon les aspirations de leurs peuples ». En dépit de cette volonté politique, la sous-région est toujours en ébullition.

Le CODESRIA s'est préoccupé très tôt de la situation de non-paix dans les pays de la CIRGL. Déjà avant le génocide du Rwanda, le CODESRIA a publié dans ses revues plusieurs articles qui indiquaient des signes prémonitoires des crises et des conflits qui allaient embraser toute la sous-région. Au lendemain du génocide, le CODESRIA a organisé du 4 au 7 septembre 1995 à Arusha (Tanzanie) une Conférence sur « Liberté académique, Recherche sociale et Résolution des Conflits dans la Région des Grands Lacs ». Une des recommandations de la Conférence invitait le CODESRIA à redoubler et à intensifier ses efforts pour assurer le suivi de la situation, en mettant l'accent sur la prévention des conflits et en engageant les pays sur la voie de la reconstruction nationale, des réformes étatiques et politiques, de la protection des populations et leurs minorités. Des programmes de recherche devaient être conçus et exécutés par le CODESRIA pour promouvoir la tolérance et circonscrire les acteurs et les causes de ces violences et crises. Lors de l'Assemblée générale de Kampala en 2002, le CODESRIA a consacré tout un panel sur « Les Grands-Lacs : conflit et reconstruction ».

Il aura fallu attendre décembre 2009 pour que le programme Initiative Grands-Lacs soit lancé, en lui assignant cinq objectifs autour desquels sont construits ces cinq axes d'intervention :

1. la redynamisation de la recherche pour permettre une meilleure compréhension des enjeux des crises et guerres dans la sous-région et pour contribuer aux initiatives en faveur de l'instauration de la paix et la sécurité dans cette sous-région ;
2. la formation et le renforcement des capacités à la recherche pour sortir les chercheurs de cette sous-région de l'isolement scientifique dans lequel les guerres et les crises les ont plongés ;
3. la mise en réseau des universitaires et des chercheurs de cette sous-région ;
4. l'organisation des conférences de dialogue politique pour s'assurer de la prise en compte des résultats de recherche dans les processus de prise de décision ;
5. les publications scientifiques pour une large dissémination des résultats de la recherche.

La première grande réalisation de cette Initiative aura été le séminaire de lancement organisé à Addis-Abéba en 2011 et qui avait réuni des chercheurs de renom travaillant sur cette sous-région. À cette occasion, une ébauche de programme de recherche fut élaborée pour être soumise à l'appréciation du CODESRIA. Elle reprenait les sous-thèmes à explorer. Par la suite, le CODESRIA a disponibilisé des fonds et a invité les chercheurs à participer à l'exécution du programme en soumettant des projets de recherche pris en charge financièrement par lui. Une première cohorte de chercheurs a été sélectionnée de façon rigoureuse et a réalisé des études et recherches sur des sujets variés et portant sur plusieurs pays de la sous-région. Depuis lors, le programme Initiatives Grands-Lacs a organisé deux ateliers pour discuter de l'état d'avancement des recherches voire de leurs résultats préliminaires. Le premier à Arusha en Tanzanie en 2013, et le second à Kinshasa en 2014 en partenariat avec le Centre Régional de Recherche et de Documentation sur les Femmes, le Genre et la Construction de la Paix dans la région des Grands-Lacs (CERED-GL).

Dès la nomination par le CODESRIA du Professeur Tukumbi Lumumba comme Coordinateur de ce projet, il a entamé la réflexion sur comment poursuivre cette œuvre d'une pertinence régionale et nationale et qui vise à faire la lumière sur les événements survenus dans la région des Grands Lacs en Afrique et comment prévenir une récurrence. Pour faire avancer les travaux, il fallait par conséquent, la mise en place un comité scientifique composé de Rémy Bazenguissa, Joseph Gahama, et de Bernard Lututala Mumpasi, qui était alors le Secrétaire Exécutif Adjoint du CODESRIA.

Après avoir établi les critères pour le recrutement des participants, le CODESRIA a publié le projet avant de réunir les mécanismes de gestion administrative du projet. Ainsi, un groupe de chercheurs/universitaires a été sélectionné à travers un processus rigoureux basé sur un examen critique de la qualité de la recherche, les publications et les engagements professionnels des candidats au niveau de la région.

Une vision critique du contexte de la région revêt une importance particulière dans le succès du projet en ce sens qu'elle permet de mieux saisir les enjeux du projet. Le contexte du projet et les questions à aborder devront être examinées de façon structurelle et historique. En effet, les efforts consentis dans le sens de la consolidation de la paix dans la région ont abouti à un échec faute d'une bonne compréhension des contextes des conflits ou des enjeux. Par conséquent, les bouleversements sociaux et la dégradation de l'environnement continuent d'augmenter dans un contexte de méfiance grandissante entre les populations, les gouvernements et les différents groupes armés. Ainsi, la vie continue d'être un cauchemar pour la majorité des populations. Par ailleurs, les pratiques démocratiques, par exemple, la gestion correcte des élections, la centralité de la présidence et le fonctionnement des institutions démocratiques, continuent d'être un défi dans la période post-conflit dans certains pays de la région. Que faudrait-il faire ?

Fondamentalement, ces travaux sont un projet scientifique social multidisciplinaire dont la finalité est de produire des connaissances et des paradigmes socialement définis. Sur la base des mémoires que les participants ont reçus, il faut également ajouter que ce projet offre une perspective afro centrique sur le long conflit et les processus de reconstruction post-conflit.

En particulier, ces travaux pourraient devenir un ambitieux projet de reconstruction. Que faut-il entendre par toutes ces catégorisations ? Nous voulons simplement dire que cette étude pourrait contribuer à l'obtention d'une paix réelle, la sécurité et le progrès dans le cadre des développements post-conflit dans la région des Grands Lacs. Dans ces catégorisations, nous devons tenir compte de la nature des acteurs impliqués, les structures de leurs intérêts et actions, et les forces derrière ces théâtres politiques et sociaux.

Ce projet de livre était fondé sur la forte conviction que les efforts véritables pour proposer certaines solutions durables et pacifiques à la crise et aux efforts de reconstruction post-conflit requièrent une appréhension globale et structuraliste de la nature multidimensionnelle de la crise elle-même – et que les connaissances importent. Par ailleurs, la vérité et l'objectivité sont socialement pertinentes; par conséquent, elles doivent être scrupuleusement appliquées dans la réorganisation de la région des Grands Lacs.

La région des Grands Lacs, avec ses 12 pays officiellement reconnus, nommément le Burundi, l'Angola, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud, la Tanzanie et la Zambie, a connu une période incroyable de violence et d'effusion de sang dans l'histoire des Etats post-coloniaux et le développement des économies politiques.

La dynamique de la région des Grands Lacs en Afrique, ses configurations par couches historiques et sociales des époques précoloniales à celles postcoloniales, la lutte pour le pouvoir au sein des Etats individuels durant et après les politiques de la Guerre Froide et l'expansionnisme incontrôlé du capitalisme sauvage et la faiblesse des Etats périphériques ont causé des guerres majeures, des perturbations sociales, et une instabilité politique quasi permanente dans cette région.

Les conflits naissent sur la base de suppositions, d'accusations et contre-accusations associées aux dynamiques géopolitiques. Les questions majeures à se poser sont : quelle est l'idéologie progressiste proposée par la région pour elle-même et ses populations ? Et comment espère-t-elle parvenir à ses objectifs de développement étant donné les impératifs du capitalisme mondial et du libéralisme mondial unipolaire ?

Sans disposition sécuritaire durable et pragmatique convenue ensemble avec la population, aucun progrès véritable ne saurait être obtenu dans la région des Grands Lacs, en dépit des actions juridiques et politiques dans le sens de la réconciliation. Les dialogues, les conférences nationales souveraines, ou les concertations

nationales initiés par les Etats parmi les élites politiques ne pourront que continuer de manœuvrer les domaines de partage du pouvoir, la lutte pour le pouvoir, au lieu d'être de véritables plateformes pour la construction progressive d'un avenir pour les gens ordinaires.

Il ne ressort d'aucun témoignage historique qui appuie l'hypothèse selon laquelle les conflits liés aux, ou causés par, les structures de l'Etat ou de l'Etat-nation contemporain et son économie capitaliste pourraient être résolus par enchantements, ritualisme général, ou par la psychologie du déni. Les théories dites postmodernistes, par exemple, de l'explication du monde en conflit et leurs solutions consacrées s'avèrent peu pertinentes en ce sens qu'elles n'ont pas de base historique et matérielle spécifiques dans la société.

Par ailleurs, les conflits ne sauraient être réglés par une simple description de leurs symptômes. Le règlement des conflits dans cette région devraient se faire sous une perspective structuraliste des relations entre l'Etat et la société, et du point de vue de l'Etat et des relations internationales sur l'analyse coût-avantages par laquelle les véritables causes sont identifiées et examinées. Ces conflits peuvent aussi s'installer dans la durée pour plusieurs années si des mesures préventives transformatrices ne sont pas prises en compte dans le cadre des accords. Les conflits dans la région des Grands Lacs ne font pas exception au raisonnement et aux principes généraux ci-dessus.

Les éléments suivants ont servi à faire l'évaluation à la fois de la qualité des projets de recherche et les résultats des projets de recherche eux-mêmes : la méthodologie de la recherche, la revue documentaire, les perspectives théoriques, l'analyse ainsi que les implications et recommandations en matière de politiques.

Après l'introduction générale dans laquelle on rappelle rapidement les objectifs du Projet de Recherche « Grands Lacs » et les résultats attendus, le chapitre 2 est consacré aux conflits et violences dans la région des Grands Lacs Africains. Joseph Gahama la décrit comme suit : « Elle a été la première à connaître des troubles à caractère politico-ethnique au Rwanda et expérimenter des sécessions et rébellions entre 1960 et 1965 au Congo, elle a connu à l'instar des autres pays africains des régimes militaires autoritaires avant de s'enfoncer dans un cycle de violences très meurtrières depuis plus d'une vingtaine d'années. Il analyse aussi les causes lointaines et récentes des conflits avant de montrer comment ils ont embrasé toute la région des Grands Lacs, la manière dont différents acteurs ont essayé de les gérer. Il projette enfin quelques pistes susceptibles de prévenir et d'apporter des solutions à ces problèmes.

Dans le chapitre 3 relatif aux théories contemporaines des conflits et à leur impact social et politique, Tukumbi Lumumba-Kasongo identifie et fait une analyse de certaines d'entre elles : (1) le Néo-réalisme/Classique ; (2) le Libéralisme/Néo-libéralisme ; (3) le Marxisme/Néo-marxisme ; (4) le Féminisme ; (5) le Constructivisme ; (6) le Post-colonialisme ; et (7) la Théorie Verte. Ces théories expliquent les origines des conflits, leurs causes et manifestations, leurs trajectoires

et leurs implications sociales, culturelles et économiques au niveau individuel, des groupes, du pays, de la région et au plan international. L'identification des causes des conflits sous l'angle culturel, sociologique, économique et politique, à travers un cadre analytique théorique, cherche à nous éclairer sur les pistes éventuelles de règlement du conflit.

Le chapitre 4 rédigé par Solange Patricia Makaya Gaboua étudie la stratégie de diversification économique des pays des Grands Lacs, facteur de stabilité et de développement à travers les exemples du Burundi, du Congo et de la RDC. Elle analyse leurs caractéristiques économiques ce qui « devrait permettre d'établir une corrélation entre stabilité politique et sociale et perspectives de développement économique. » Elle avance les arguments selon lesquels « les échanges commerciaux diversifiés inter-états devront devenir le principal levier et vecteur de la stabilité et du développement de la sous-région. »

Dans le chapitre 5, Peter Wafula Wekesa évoque les ressources foncières, la résilience et la mobilisation ethnique en s'appuyant sur une étude comparée de deux localités en Afrique de l'Est. Il explore des enjeux plus vastes tels que les ressources, la résilience et la mobilisation ethnique dans le Bunyoro en Ouganda et le Turkana au Kenya. A travers les approches historique et comparée se projetant dans une dynamique autour des récentes découvertes de pétrole dans ces localités, l'étude interroge les nouvelles tendances face à la mobilisation ethnique dans les deux zones. La mobilisation ethnique, le processus par lequel un groupe s'organise sur la base de critères ethniques à des fins collectives, sociales, économiques et politiques, a été perçue comme étant au centre de la stabilité de l'Etat et des questions de légitimité en Afrique et dans d'autres parties du monde.

Sous la plume de Jean Marie Katubadi Bakenge, le chapitre 6 évoque la théorie critique et l'espace public dans deux Etats de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) : le Burundi et la RDC. Il y développe successivement la théorie critique de l'Ecole de Francfort, l'étude de l'espace public menée par J. Habermas et de l'analyse foucauldienne de la gouvernementalité. La thématique de la recherche comprend deux parties qui restent inextricablement liées. Aussi, est-il important d'en définir non seulement les concepts clés, mais aussi d'en fixer autant que faire se peut la problématique, les objectifs et la délimitation de la recherche, le cadre théorique et méthodologique, l'analyse et l'interprétation des résultats.

Dans le chapitre 7, John Baligira fait une étude de la politique foncière et des conflits en Ouganda, en prenant l'exemple du District de Kibaale depuis 1996 jusqu'à nos jours. Il analyse la manière dont l'interaction entre les revendications concurrentes des droits foncières et la politique a contribué à l'éclatement des conflits. Il s'appuie sur les données obtenues par le biais d'entretiens approfondis avec des participants préalablement échantillonnés et des données secondaires sur le conflit foncier.

Le chapitre 8 François-Xavier Mureha et Idrissa Mohamed Ouedraogo tentent de tester l'impact réciproque entre les conflits civils et l'interdépendance commerciale des pays de l'Afrique des Grands Lacs. Pour ce faire, ils avancent ceci : « nous estimons deux équations : l'équation de conflit civil à partir de laquelle nous voulons mettre en évidence l'impact du commerce bilatéral sur l'occurrence des conflits civils et l'équation de commerce (modèle de gravité) qui nous permet de capter l'impact des conflits civils sur le commerce bilatéral ».

William Tayeebwa est l'auteur du chapitre 9 intitulé « Du modèle conventionnel aux nouveaux cadres du journalisme de la paix: les cas de l'Ouganda et du Burundi ». Il utilise les propositions des spécialistes du journalisme de la paix pour évaluer l'utilisation des cadres du journalisme conventionnel qui valorise souvent les conflits ou la violence au détriment de ceux qui font la promotion de la paix. Dans un premier temps, il cherche à examiner une hypothèse sous-jacente selon laquelle les journalistes dans la couverture des conflits manquent de cadres médiatiques bien formulés de ce que constitue la « paix » et continuent de présenter le contenu des médias en utilisant les cadres conventionnels bien élaborés et connus qui favorisent les conflits ou la violence. Dans un second volet, il cherche à savoir si les cadres d'information conventionnels qui favorisent souvent les conflits ou la violence – tels que le drame, la crise et les désaccords internes, l'extrémisme, les menaces, la destruction, l'ethnocentrisme, l'hostilité entre autres – sont encore considérés comme une valeur médiatique satisfaisante.

Le chapitre 10 parle des conflits armés et de l'exploitation forestière en République démocratique du Congo. Félicien Kabamba Mambu initie « une réflexion visant à mettre au cœur des conflits armés la question de l'exploitation forestière et de la gestion des aires protégées pour une meilleure saisie des dynamiques conflictuelles à l'œuvre dans cette région. ». Il insiste avec des données à l'appui « que la forêt de la région des Grands Lacs est menacée par les conflits armés avec la prolifération des milices qui ont investi les domaines forestiers et les aires protégées. La disparition rapide de cet écosystème forestier risque de bouleverser l'équilibre climatique de toute la région et impacter significativement les régimes des saisons dans une région de plus en plus vulnérable aux changements climatiques. »

Dans le chapitre 11, David-Ngendo Tshimba s'appuie sur une enquête de terrain ethnologique conduite dans le sous-comté de Mucwini dans le District de Kitgum du nord Ouganda où l'une des plus énormes atrocités de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) a été commise en l'espace d'une nuit pour se poser les questions suivantes : Comment pouvons-nous au mieux réparer les torts passés dont on se rappelle à partir d'une perspective de victimisation par tous les membres d'une société ayant traversé une période de violence ? La recherche de la « paix » peut-elle être complémentaire et compatible avec les exigences de justice après des actes de violence collective ? La recherche de la justice comme réparation éclipsera-t-elle toujours la recherche de la paix et la cohabitation harmonieuse à la suite d'un conflit violent ?

Le chapitre 12 rédigé par Célestin Tshimande Tukala s'intéresse à la question de la privatisation de la sécurité dans les pays de l'Afrique des Grands Lacs. Cette problématique est envisagée du point de vue de l'investissement des entrepreneurs privés au regard de l'enjeu de la gouvernance dans un contexte où l'Etat est faible. Elle est illustrée par la R.D. Congo qui passe pour un exemple emblématique de la privatisation de la sécurité, notamment dans les villes de Goma et de Kinshasa qui constituent un terrain de prédilection pour l'observation du phénomène de la politisation de la violence et la dynamique de développement de l'entreprenariat sécuritaire privé.

Le chapitre 13 étudie les programmes radiophoniques en rapport avec la promotion de la culture de la paix au Burundi et en République Démocratique du Congo. Jean Liyongo Epengele montre clairement que les radios communautaires exercent une grande influence sur leur public et que par conséquent les journalistes peuvent contribuer à ramener la concorde au sein des populations de ces pays.

Dans le chapitre 14, en guise de conclusion, Tukumbi Lumumba-Kasongo et Joseph Gahama tentent d'analyser les perspectives d'avenir. S'il est évident que de nombreuses initiatives de prévention et de gestion des conflits ont été couronnées de succès, beaucoup reste encore à faire. Le Burundi est retombé dans une crise sociopolitique très grave, on ne sait pas ce que demain sera fait en RDC. Les deux auteurs rappellent qu'il n'y aura pas de paix sans le développement et qu'il n'y aura pas de développement sans la paix. La pauvreté est le plus grand ennemi de la paix. Son éradication passera inévitablement par un leadership et une gouvernance qui devront faire table du passé pour une reconstruction qui nécessitera une sécurité collective, de solides institutions démocratiques, la promotion des droits humains, l'égalité des genres et la protection de l'environnement.

## Notes

1. Soit dit en passant, c'est dans cette sous-région que les Nations Unies ont déployé la plus importante mission de maintien de la paix de leur histoire, à savoir la MONUSCO en RD Congo, avec 19 000 hommes.
2. Conférence Internationale pour la Région des Grands-Lacs.